



POUR LA TENUE D'ASSISES DU FRONT DE GAUCHE

Construire, ensemble, une nouvelle synthèse jaurésienne

Texte adopté par le Conseil National de République et Socialisme le 17 avril 2010.

Pour République et Socialisme, la campagne des élections régionales, dans le cadre du Front de Gauche, a été le moment privilégié et fondamental de rencontre et de confrontation entre les partis politiques, les citoyennes et les citoyens.

Elle a été aussi, d'un point de vue politique, la combinaison intime de différents courants de pensée ainsi amenés, en principe, à confronter leurs idées et leurs programmes dans l'actualité de la réalité sociale.

La participation de République et Socialisme dans le Front de Gauche s'inscrit dans l'objectif de la République laïque et sociale, en référence à l'idéal socialiste. Cette nouvelle synthèse jaurésienne est notre horizon et nous acceptons d'en débattre au-delà des mots.

C'est pourquoi République et socialisme réaffirme son choix du Front de Gauche et entend être considéré à part entière comme une de ses composantes.

Cette démarche unitaire a constitué le moyen privilégié de consolider les luttes, de se déterminer par rapport à l'objectif crucial de la création d'une majorité pour l'exercice du pouvoir. Elle a aussi tenté de créer un double rapport de force politique et social dans la gauche et singulièrement avec le Parti Socialiste et Europe Ecologie et contre les forces du capital. **C'est pourquoi la pérennisation du Front de Gauche nous semble indispensable pour multiplier les rencontres fructueuses, développer des idées et propager des échanges de solidarité sociale. Il doit être un outil de structuration d'une force innovante entre militants politiques, syndicaux et associatifs qui ont pour objectif de dessiner les contours d'une autre société basée sur les valeurs de solidarité, de justice, d'égalité et de liberté.**

Ce projet implique à nos yeux :

- 1- l'élaboration d'une vision moderne et commune pour un avenir proche,
- 2- la création des conditions de mise en place d'un projet inscrit dans le réel,
- 3- une approche politique du court terme intégrant le caractère incontournable de l'échéance présidentielle de 2012,

- 4- la prise en compte du climat politique actuel.

1 °) L'élaboration d'une vision moderne et commune pour un avenir proche.

Une certaine gauche l'a emporté par défaut en raison de l'abstention majoritaire. Elle représente, à tort, pour beaucoup de votants la seule alternance crédible face à la politique réactionnaire de destruction par le gouvernement des solidarités sociales, collectives et du pacte républicain. Nous comprenons la partie du peuple ayant voté pour ces listes : tout plutôt que la politique de Sarkozy. Une partie des salariés, déçue par la promesse non tenue du « travailler plus pour gagner plus » du candidat Nicolas Sarkozy est retournée dans les bras du FN, une autre s'est abstenue, encore échaudée par la « trahison » de la gauche au pouvoir. Bien entendu, une autre a voté pour le Front de Gauche au premier tour : l'expérience du Limousin peut laisser accroire qu'il s'agit bien d'un vote d'adhésion à notre démarche.

Mais pour être une force alternative réelle, le Front de Gauche doit encore gagner en crédibilité. L'union assoit celle-ci mais ne saurait être suffisante.

Pour être crédible, sa démarche doit être claire.

République et Socialisme s'inscrit dans le processus démocratique de prise de pouvoir malgré ses limites. Le verdict populaire des urnes détermine le rapport de force politique. Si les électeurs ont choisi l'alternance que présente le PS plutôt que l'alternative que le Front de gauche a proposée, cela signifie qu'il doit revoir son positionnement ou sa démarche.

République et Socialisme en prend acte et n'a pas l'intention de changer le peuple ni l'ambition démesurée de l'éclairer de sa lumière. Comme nous acceptons le verdict des urnes, nous pouvons provisoirement accepter son choix d'alternance de gauche.

Pour République et Socialisme, crédibiliser la démarche du Front de Gauche, c'est clairement identifier ses objectifs, ses références, sa vision d'une autre société de manière résolument moderne. Bref, établir une vision commune d'un autre avenir que celui du libéralisme. C'est-à-dire qu'il faut passer de l'adhésion à la démarche à l'adhésion à un projet.

Pour République et Socialisme, il s'agit de proposer une véritable vision politique de gauche en liant notre démarche à l'histoire du socialisme. Mais surtout cette exigence intellectuelle doit clairement identifier sa raison d'être : permettre une nouvelle répartition des richesses prioritairement au profit des salariés et plus généralement au profit du monde du travail au détriment des détenteurs de capitaux et des spéculateurs.

Pour République et Socialisme, crédibiliser notre démarche, c'est définir les leviers pour obtenir cette nouvelle répartition. A l'heure actuelle ces leviers ne peuvent être que les pouvoirs publics, Etat et collectivités locales, rendus à la mission que leur avaient assignée les révolutionnaires français : être des outils de justice sociale pour le peuple dirigés par le peuple. Cela pose le problème institutionnel de démocratisation de nos institutions, de la révision des traités européens et internationaux, et par voie de conséquence du rôle de l'Etat, de l'intérêt général et national, de la souveraineté populaire et du suffrage universel et du rôle des parlementaires.

Crédibiliser notre démarche, c'est nous ancrer dans le réel en prenant en compte le monde tel qu'il est et ce que nous pouvons faire pour le changer. Mais c'est aussi ne pas avoir peur des fractures

nécessaires pour permettre de mener la politique sociale que nous souhaitons conduire ensemble. Bref, il faut proposer des pistes de modifications consensuelles mais être prêt à assumer la rupture, au niveau national comme au niveau européen, et la remise en cause des traités dont celui de Lisbonne. La crise actuelle nous montre les aberrations du système libéral et montre que la classe politique doit choisir : soit définir un système politique et rendre compatibles les traités institutionnels, soit sombrer dans le libéralisme.

Crédibiliser notre démarche, c'est avoir des propositions résolument émancipatrices.

Elles ne peuvent faire référence à un prétendu « âge d'or » de la Gauche. Nous devons démontrer en quoi les services publics sont une nécessité absolue aujourd'hui et à quels besoins actuels ils répondent. Nous devons démontrer en quoi l'appropriation commune (nationalisations, municipalisations, mutualisations...) est nécessaire aujourd'hui. Nous devons connaître l'histoire des services publics et au besoin l'exposer pour éviter les erreurs commises par le passé ou pour refuser l'horizon où nous entraînent nos adversaires. Bref, nous devons impérativement actualiser nos références pour nous projeter dans l'avenir. Sinon nous serons rapidement considérés comme des gardiens du temple.

2°) La création des conditions de mise en place d'un projet inscrit dans le réel.

Ce projet doit être défini collectivement. Les différentes composantes des listes « Ensemble... » doivent être respectées. Leur force de proposition est importante qu'elles soient altermondialistes, d'extrême-gauche, communistes, socialistes ou républicaines. C'est un atout mais c'est aussi un inconvénient puisque toutes les forces devront faire l'effort de mettre en débat leurs idées et propositions et de les rendre acceptables aux autres. Il ne peut y avoir imposition de la vision d'une ou de quelques forces structurées à d'autres forces structurées. Pour cela il est nécessaire de trouver un vocabulaire commun : le tout est que nos concepts compatibles puissent être promus.

Mais les forces structurées ne peuvent que faciliter la mise en place propositionnelle. Ces pistes, ces réflexions, ces idées doivent être débattues par le Front de Gauche dans son ensemble. Car tout le monde doit pouvoir s'y retrouver. Le Front de Gauche doit être une structure souple et ouverte afin de permettre aux citoyens, aux associatifs et aux syndicalistes de s'y impliquer pour participer à l'élaboration d'un projet alternatif crédible.

Aujourd'hui les forces de gauche ne sont plus des organisations de masse. Alors elles trouvent des subterfuges pour démontrer leur légitimité. La démocratie y contribue via les outils modernes de communication et de médiatisation. Ceux-ci nécessitent des moyens financiers et d'influences que n'ont pas les structures militantes de gauche peu développées. Par conséquent un schisme s'est progressivement opéré tant entre le peuple et les organisations de gauche qu'entre les militants et la direction des partis gestionnaires. Tant et si bien qu'aujourd'hui le premier parti de gauche, le PS, s'est tellement professionnalisé que plus de la moitié de ses adhérents sont liés directement à un élu ! Comment défendre l'intérêt général dans ce cas ? Comment le faire quand les milieux populaires non seulement n'adhèrent plus mais en viennent à ne plus voter ? L'indifférence à ce problème majeur a montré au PS ses dangers en l'affaiblissant jusqu'à être absent du second tour de la présidentielle de 2002 : le mépris a ses limites !

Il ne faut donc pas avoir peur de vouloir créer un nouveau rassemblement populaire. Donner la

parole au peuple qui s'est massivement abstenu aux dernières élections nécessite de l'inclure dans l'élaboration même des concepts que nous souhaitons défendre en commun. Ce n'est qu'à ce prix que nous pourrions faire une politique pour le peuple. Nous ne voyons pas d'autre voie et son élaboration passe par les Assises du Front de Gauche.

L'autre méthode reviendrait à ne devenir qu'une force d'appoint de la social-démocratie. Cela nous le refusons car sinon autant militer désespérément à l'intérieur du Parti Socialiste, comme certains d'ailleurs l'ont décidé.

Pour nous, les forces qui peuvent œuvrer à ces assises, si elles le souhaitent bien sûr, sont celles ayant soutenu ou participé sur les listes « Ensemble » à condition que les points précédents aient été acceptés et que le but identifié en commun soit clair : créer un outil politique afin d'inverser le rapport de force entre le capital et le travail en réorientant la richesse vers le monde salarial.

Ces forces peuvent toutes apporter une pierre à l'élargissement du Front de Gauche et chacune de ces composantes peut y avoir sa place. Notre conviction est qu'aucune composante à elle seule ne détient la solution miracle, il n'y a pas de sauveur suprême. Il nous faut nous appuyer sur l'histoire de chacune des composantes et faire fructifier l'assise populaire que certaines possèdent, sur les réseaux syndicaux que chacune a pu avec sa sensibilité tisser au cours de son propre parcours. Il nous faut aussi nous appuyer sur celles qui par leur histoire, se sont dotées d'une réflexion et d'une structuration nécessaires au Front de Gauche, en particulier les composantes issues des milieux révolutionnaires. Il faut également prendre en compte l'apport des composantes qui peuvent nous aider dans notre vision écologique et sociale car il s'agit là d'un des enjeux majeurs de notre temps.

3°) Une approche politique du court terme intégrant le caractère incontournable de l'échéance présidentielle de 2012.

Nous ne devons pas éviter ce débat. Il est évident que cette élection est dans toutes les têtes tout comme il est tout aussi évident que l'élection au suffrage universel est un écueil difficilement surmontable à toute structuration d'une force populaire de gauche.

La proximité de celle-ci rend incertaine la nécessité de débattre de la pertinence de nos institutions. Ce débat est pourtant fondamental. Hélas, comment le ou les candidats qui se réclameraient du Front de Gauche pourraient-ils faire campagne pour « la magistrature suprême » tout en la reniant ? Jeu d'équilibre difficile s'il en est.

Trois solutions s'offrent à nous, elles ne sont pas satisfaisantes à nos yeux mais nous savons que quel que soit le scénario retenu, il ne devra pas résulter des suites de discussions feutrées entre responsables de deux ou trois formations, au risque de faire perdre tout dynamisme militant et tout développement au Front de Gauche.

Soit :

- le Front de Gauche en tant que tel fait l'impasse sur cette élection où chaque structure qui le souhaite peut présenter un candidat ;
- plusieurs candidats peuvent se réclamer du Front de Gauche en se référant à ses réflexions et à ses propositions ;

- le Front de Gauche désignera un candidat commun (modalités à définir et, bien sûr, engagement des formations à respecter cette décision).

Or l'on voit bien les limites d'un tel exercice et les difficultés que chaque option susciterait.

4°) La prise en compte du climat politique actuel

Des consciences de plus en plus nombreuses condamnent le modèle de société à deux, voire trois niveaux dans lequel notre pays est tombé, car il s'en prend non seulement aux acquis ouvriers mais aussi à des couches sociales jusqu'à présent relativement protégées et engendre une paupérisation croissante en France et dans le monde.

Il y a ceux qui créent les richesses, ceux qui en profitent, ceux qui les utilisent pour faire des cadeaux à ceux qui déjà détiennent beaucoup d'argent et vivent dans un luxe médiatique provocateur. Ceci a pour effet d'engendrer des situations explosives sur le plan social et de créer un rapport de force inutile, « celui de l'abstention ». Ainsi on constate que la gauche est élue avec un relatif soutien citoyen, ce qui doit nous poser un problème immédiat dans le cadre de notre réflexion.

Voilà pourquoi de ce point de vue cette construction nouvelle permettrait une réelle ouverture. **Le Front de Gauche constitue une grande possibilité de s'organiser pour combattre concrètement la politique destructrice de la droite et du MEDEF et de proposer une autre construction de la gauche.**

Il faut redonner à la gauche son cœur et son âme afin d'en faire un levier de masse comme ce fut le cas pendant les grands moments historiques du mouvement ouvrier. C'est une question de conscience politique qui doit être partagée et mise en débat le plus largement possible !

La république sociale reste une belle et grande ambition. C'est la référence essentielle de République et Socialisme et cette approche est largement partagée par les citoyennes et les citoyens que nous avons rencontrés.

Rencontres, échanges, respect des uns et des autres mais surtout mise en commun de l'action collective. **Le Front de gauche doit travailler à la réussite d'un outil vecteur d'idées et d'unité sociale contre les méfaits des politiques organisées par Sarkozy et le MEDEF, s'opposer aux tentatives de la gauche libérale et s'imposer comme une nouvelle force de la gauche.**

Il faut organiser des rencontres afin d'approfondir l'idée de la poursuite d'un plus large rassemblement selon une articulation collective prenant en compte l'existence politique de toutes les composantes.

Pour République et Socialisme il est donc important de poursuivre notre contribution en y invitant toutes celles et tous ceux qui le souhaitent afin d'entraîner le Front de Gauche vers une nouvelle force populaire de gauche, solidaire, active et capable de partager non seulement les luttes mais aussi de redonner espoir au monde du travail.